

Négociation regroupée

Après des débuts timides de concertation en période de négociation au début des années 1990, à la suite d'une grève et d'un retour au travail forcé à l'Université du Québec à Montréal, c'est en 2000 que les syndicats du Regroupement université de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont décidé de négocier en concertation de façon plus organisée en se fixant des objectifs communs, notamment en matière de rémunération. La bataille portait alors plus particulièrement sur l'équité en matière salariale avec les professeurs réguliers. L'objectif, en ce domaine, était d'obtenir le même salaire que ces derniers pour une prestation de cours. Afin d'étayer cette revendication, le Regroupement s'était appuyé sur les données d'une étude de l'Institut de la statistique du Québec portant sur l'écart entre la rémunération des professeurs et celle des enseignants universitaires à statut précaire, étude qui avait été réalisée en 1999 à Trois-Rivières.



Les gains ayant été très appréciables, le Regroupement université a décidé de poursuivre l'expérience pour le cycle de négociation de 2003-2004. Il a mis à profit son expérience, ses réussites et ses ratés, pour affiner ses façons de faire, particulièrement en matière de communication. Il en a résulté une meilleure concertation et un rapport de force accru, qui ont conduit encore une fois à des avancées notables. En 2005, le Regroupement a décidé de réitérer l'expérience en fixant encore une fois les paramètres d'un protocole de solidarité, dont l'une des particularités demeure l'autonomie des syndicats autant en matière de négociation que de stratégie. Cette entente a été renouvelée en décembre 2009, alors qu'un nouveau cycle de négociation s'amorce. Le Regroupement université a construit, au fil des ans et sur une base empirique, un modèle singulier de négociation concertée, qui répond aux exigences de la CSN en matière de négociation regroupée et qui a contribué à faire avancer de façon significative la cause des chargées et chargés de cours, des tutrices et des tuteurs, des superviseuses et des superviseurs de stages ainsi que des personnes occupant tout autre titre d'emploi dans les syndicats de chargés de cours.